



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE
HAUTE-SAVOIE

18 RUE DE LA GARE / BP 330

74 008 ANNECY CEDEX

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Christelle BOMBAIL

Téléphone : 04.50.51.81.08

Mél : christelle.bombail@dgfip.finances.gouv.fr

Mél du service : ddfip74.pgp.actioneconomique@dgfip.finances.gouv.fr

Objet : Constitution de votre dossier en vue de saisir la Commission des Chefs des Services Financiers et des représentants des organismes de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et de l'assurance chômage (CCSF) de Haute-Savoie.

Pièces jointes :

- I. Fiche de situation (à compléter)
- II. État détaillé (à compléter) des dettes fiscales et sociales de l'entreprise
- III. Pièces à joindre à votre demande
- IV. Attestation (à compléter)

Madame, Monsieur,

Vous souhaitez saisir la Commission des Chefs des Services Financiers et des représentants des organismes de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'assurance chômage (CCSF) de Haute-Savoie afin d'obtenir un plan de règlement des dettes fiscales et sociales de votre entreprise.

Pour me permettre de constituer un dossier, je vous serais obligé de bien vouloir compléter et m'adresser, dans les meilleurs délais, la fiche de situation (**I**), l'état détaillé de vos dettes fiscales et sociales (**II**), et l'attestation (**III**) ci-joints, dûment complétés, ainsi que les documents énumérés dans la liste ci-après (**IV**).

Je tiens à vous préciser que la CCSF ne sera effectivement saisie qu'à réception de l'intégralité des informations et documents réclamés.

Les décisions de la CCSF, ainsi que l'ensemble des documents et des informations utiles, vous seront transmis par voie dématérialisée sur l'adresse e-mail indiquée dans la fiche de situation à la rubrique « **Personne responsable du dossier dans l'entreprise** ».

En cas d'appartenance de votre entreprise à un groupe, il vous appartient de bien compléter la rubrique « **Groupe** » dans la fiche de situation, de préciser si ces établissements font aussi l'objet de votre saisine et si à cet égard, ceux-ci font état de dettes. Les 3 dernières liasses fiscales relatives à ces établissements doivent dans ce cas également être produites.

Par ailleurs, je vous rappelle que seules les dettes déjà échues sont susceptibles d'être comprises dans le plan d'apurement qui sera éventuellement accordé par la commission, à l'exclusion des cotisations salariales qui doivent impérativement avoir été reversées auprès des services de l'URSSAF et du POLE EMPLOI.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Christelle BOMBAIL

Secrétaire permanente de la CCSF

I. FICHE DE SITUATION

en date du/../..

A compléter et à retourner avec les pièces listées ci-après, en vue de saisir la CCSF

Nom de l'entreprise : <i>Forme juridique et Raison sociale</i>
Date de création :
N° Siret :
Activité / Code NACE :
Capital de l'entreprise :
Situation juridique : <i>In bonis / mandat ad hoc / conciliation / sauvegarde / redressement judiciaire Période d'observation / plan adopté le ... / date d'ouverture</i>
Personne responsable du dossier dans l'entreprise Représentant(s) de l'entreprise (mandataire ad hoc, conciliateur, mandataire et administrateur judiciaires)	Nom/Prénom : TEL. :/...../...../..... Nom/Prénom : TEL. :/...../...../..... ADRESSE E-MAIL :
Localisation : <i>Adresse du siège social Implantation des principaux sites industriels</i>
Groupe : Nom + n° Siret + département de la holding et/ou des établissements secondaires
Chiffre d'affaires (€) : <i>Évolution du CAHT sur les trois derniers exercices</i>	année ... : année ... : année ... :
Effectif : <i>CDI/CDD - répartition France et Étranger</i>
Actionnariat : <i>S'il s'agit d'une société : montant et répartition du capital</i>
Coordonnées des dirigeants : <i>S'agissant d'une société : le nombre - le nom - le n° de téléphone de chaque dirigeant</i>
Rémunération des dirigeants : <i>Au cours des trois dernières années</i>
Composition du patrimoine des dirigeants : <i>Immeubles / fonds de commerce / créances / tout élément permettant de déterminer les charges réelles grevant ce patrimoine</i>

1 – HISTORIQUE DE L’ENTREPRISE

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

2 –PARTENAIRES DE L’ENTREPRISE

Principaux clients :

.....
.....
.....
.....

Principaux fournisseurs :

.....
.....
.....
.....

Délais moyens habituellement consentis :

- A la clientèle :
- Par les fournisseurs :

Partenaires bancaires :

Banques principales	Concours bancaires actuellement consentis	Montant

Aides publiques demandées et/ou perçues : date de la demande / date de perception / montant

- Crédit impôt recherche :
- Crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi :
- Autres :
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

3 – DIFFICULTES : NATURE – ORIGINES – SITUATION BANCAIRE

Difficultés d'ordre structurel :

.....
.....
.....
.....

Difficultés d'ordre conjoncturel :

.....
.....
.....
.....

Origine des difficultés financières :

.....
.....
.....
.....
.....

Etat de la trésorerie en fin de mois et dans les prochains mois :

.....
.....
.....
.....

4 – DIFFICULTES FINANCIERES : MOYENS ENVISAGES POUR Y REMEDIER

(concours bancaires, renforcement des capitaux propres)

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

5- AUTRES MESURES DE REDRESSEMENT

Déjà engagées :

.....
.....
.....
.....

Restant à engager :

.....
.....
.....
.....

6 – POURSUITES ENGAGEES PAR LES CREANCIERS PUBLICS ET GARANTIES PRISES

poursuites engagées par les créanciers publics :

.....
.....
.....
.....
.....

garanties prises par les créanciers publics :

.....
.....
.....
.....

7 – VOS PROPOSITIONS POUR REGLER VOS DETTES FISCALES ET SOCIALES :

Règlement des dettes : montant, nombre et périodicité des échéances

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Garanties apportées : hypothèque, caution, etc.

.....
.....
.....
.....
.....

8 – EVOLUTION CHIFFREE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS DES 3 DERNIERS EXERCICES :

	N-2	N-1	N
CHIFFRE D'AFFAIRES			
FRAIS DE PERSONNEL			
RESULTAT D'EXPLOITATION			
FRAIS FINANCIERS			
RESULTAT DE L'EXERCICE			
FONDS PROPRES			
ENDETTEMENT BANCAIRE			

**II. ETAT PROVISOIRE DETAILLE
DES DETTES FISCALES ET SOCIALES**

Nature et situation détaillée, mois par mois, de la dette auprès de chaque créancier public :

	Nature et origine des Impositions / Période concernée	principal	Majorations/ frais de poursuite / pénalités	TOTAL
<i>SIE de ...</i>				
<i>SIE de ...</i>				
<i>SIE de ...</i>				
<i>SIE de ...</i>				
<i>SIP (ex trésorerie) de ...</i>				
<i>Pôle de recouvrement spécialisé de ...</i>				
<i>Pôle de recouvrement spécialisé de ...</i>				
<i>URSSAF de ...</i>				
<i>URSSAF de ...</i>				
<i>URSSAF de ...</i>				
<i>URSSAF de ...</i>				
<i>Pôle emploi de ...</i>				
<i>Pôle emploi de ...</i>				
<i>Mutualité sociale agricole (MSA) de ...</i>				
<i>MSA de ...</i>				
<i>Recette des Douanes ...</i>				
<i>Recette des Douanes ...</i>				
<i>Régime social des indépendants (RSI) de</i>				
<i>Autre ...</i>				
<i>Autre ...</i>				
<i>Autre ...</i>				
TOTAL				

III. PIÈCES À JOINDRE À VOTRE DEMANDE :

- ▶ une lettre de saisine officielle de la CCSF adressée à l'attention du Directeur Départemental des Finances publiques, Président de la CCSF, précisant les difficultés de l'entreprise et l'objet de la saisine, signée du gérant / président ;
- ▶ les trois dernières liasses fiscales (2050 à 2058-C + 2067 le cas échéant) et dernier bilan et compte de résultat
- ▶ un prévisionnel comptable et de trésorerie (a minima établi sur 6 mois) ;

IV. ATTESTATION DU DEMANDEUR

COMMISSION DES CHEFS DES SERVICES FINANCIERS ET DES REPRESENTANTS DES ORGANISMES DE RECOUVREMENT DES COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE ET D'ASSURANCE CHOMAGE DE HAUTE-SAVOIE (CCSF)

Je soussigné certifie sur l'honneur :

1. Que mon entreprise n'est pas dans l'une des situations suivantes :
 - Ne pas pouvoir assurer tout ou partie de la paie des salariés de l'entreprise ;
 - Ne pas pouvoir verser la part des cotisations sociales précomptées sur les salaires ;
 - Ne pas avoir pu couvrir immédiatement le paiement des effets de commerce qui auraient été présentés par le porteur et refusés par la banque ;
2. N'avoir aucun retard dans le reversement des cotisations salariales auprès de l'URSSAF et auprès du POLE EMPLOI ;
3. N'avoir aucun retard dans le dépôt des bordereaux de déclaration ;
4. Que les renseignements ci-dessus sont exacts.

Fait à, le

Signature